

# L'Afrique des Grands Lacs en crise.

- Lieutenant-colonel Patrick BRAUN / France / Armée de terre.
- Division A / Groupe A6.
- Mémoire de géopolitique.
- Date de rédaction: 10 Janvier 1999.
- Mots-clés: Grands Lacs, crise, Rwanda, Burundi, Kivu zaïrois, réfugiés.

## **SYNTHESE:**

Cette crise complexe est d'ordre politique. Elle est née à une période-clef, celle de la fin de l'affrontement bipolaire.

Elle trouve son énergie dans l'exclusion de certains et dans la farouche volonté d'autres de garder le pouvoir pour s'enrichir au détriment du peuple.

Elle met en évidence des intérêts extérieurs à la zone en raison des formidables richesses stratégiques indispensables aux pays riches.

Mêlant le national, le régional et l'international, elle signe aussi, en raison de son terrible bilan, l'échec de la communauté internationale.

## **Table des matières**

*Introduction*

*I. L'Afrique des Grands Lacs, un espace clé et homogène.*

**A. Cadre géopolitique général de l'espace interlacustre africain.**

**B. Un espace géographique cohérent.**

*II. La dimension politique et interne des conflits et les répercussions sur les voisins.*

**A. Un système politique inapproprié 9**

**B. L'effet d'entraînement régional 10**

*III. La dimension historique de la crise.*

**A. La colonisation et l'ethnisme.**

**B. L'émergence des Etats dans la région des Grands Lacs. 13**

*IV. Au lendemain des indépendances une région convoitée par les occidentaux. 15*

**A. L'ethnisme et la violence politique, vecteur de tensions latentes**

**B. Du soutien à l'abandon, les enjeux internationaux de la région des Grands Lacs.**

*V. Cas particuliers de quelques données géopolitiques majeures. 21*

**A. Le Kivu Zaïrois, une zone tampon ou un enjeu majeur? 21**

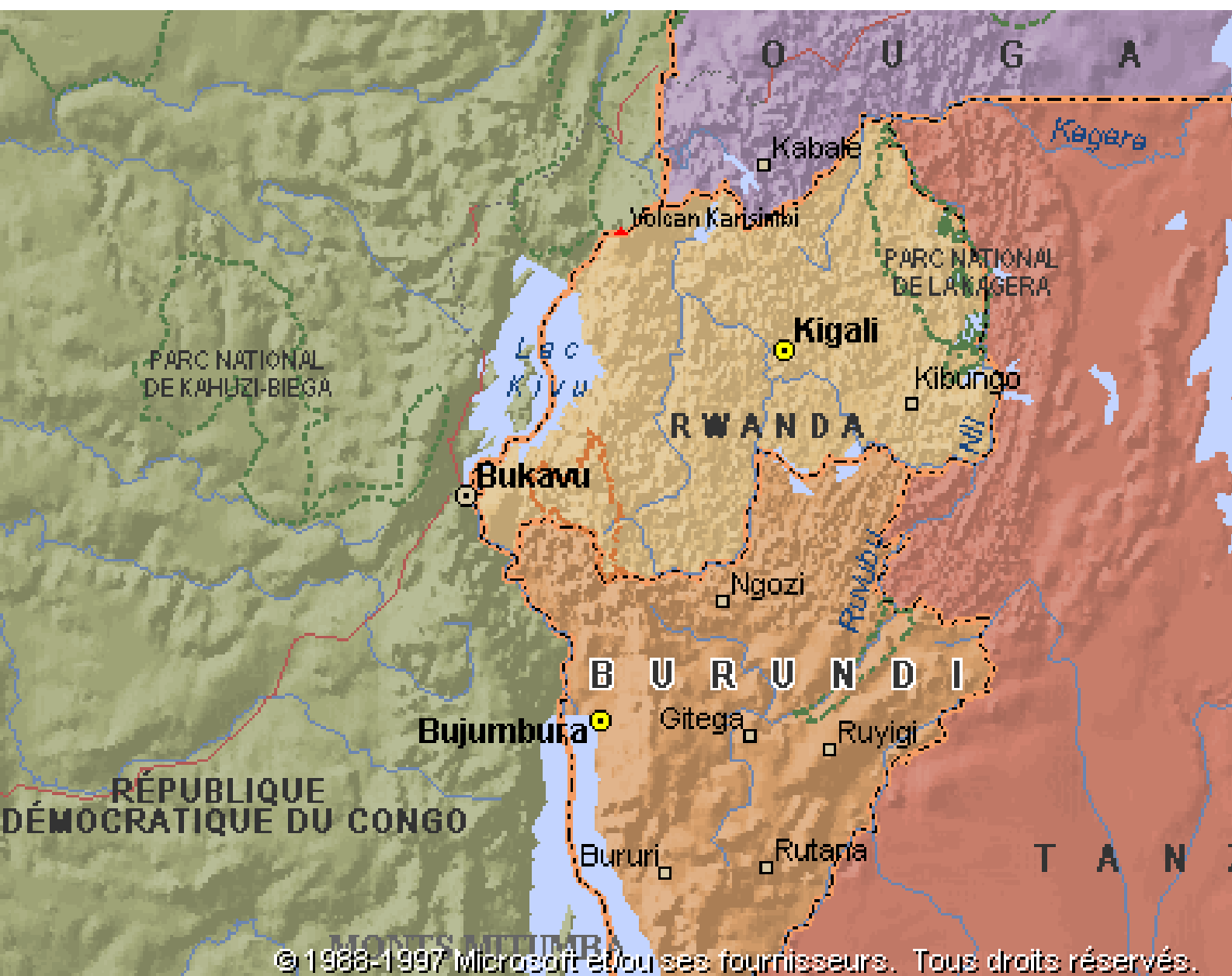
**B. Le poids des réfugiés. 25**

*. ANNEXE 1: Chronologie des événements au Rwanda. 30*

*. ANNEXE 2: Chronologie des événements au Burundi 35*

*. ANNEXE 3: Bibliographie 38*

*. ANNEXE 4: Cartographie 40*



## Introduction

Située aux confins de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Est, la région des Grands Lacs doit son nom aux lacs Victoria, Kivu et Tanganyika. Elle intègre traditionnellement trois pays, le Rwanda, le Burundi et la région du Kivu en République démocratique du Congo.

C'est alors un " coin de paradis ", potentiellement prospère, densément peuplé qui bascule dans des événements tragiques en 1994, focalisant l'attention de l'opinion publique internationale. Le bilan monstrueux qui en découle se chiffre par centaines de milliers de morts. Il prend tour à tour l'image d'un génocide, de massacres, de famines, de réfugiés, d'épidémies mais aussi, depuis peu, d'une guerre.

Certains observateurs qualifient aujourd'hui ce chaos de " mêlée généralisée ". D'autres, à la lumière des derniers événements analysent ce phénomène comme ayant déclenché " la première guerre africaine ".

Pour tenter une approche géopolitique de cette crise " multidimensionnelle ", et espérer ainsi donner un quelconque sens à ces événements tragiques, nous nous efforcerons de mettre en perspective un certain nombre de tendances lourdes qui semblent la caractériser. A cet effet, une attention particulière sera portée en permanence sur les contextes politiques successifs et sur les enjeux nationaux, régionaux et internationaux qui s'y rapportent.

Le déferlement de violence observé depuis 1990 se joue dans un espace géographique homogène et dans une zone clé du continent africain.

Il s'exprime tour à tour ou simultanément dans chacun des pays concernés pour des raisons politiques. Il potentialise ainsi un certain nombre de situations conflictuelles internes dites " proteïformes " ayant des répercussions directes sur le voisinage, régionalisant ainsi la crise.

Il intègre aussi l'histoire dans la mesure où ces conflits ont pour fondement l'instrumentalisation du phénomène ethnique consécutif à la construction étatique de ces pays, " legs " de la colonisation belge.

Il comporte ensuite des facteurs explicatifs externes touchant aux intérêts des grandes puissances dans cette zone stratégique en Afrique.

Il met enfin en exergue deux aspects géopolitiques particuliers qui sont la place du Kivu Zaïrois d'une part, et le phénomène géopolitique que représente les réfugiés d'autre part.

## **I. L'Afrique des Grands Lacs, un espace clé et homogène.**

### **A. Le cadre géopolitique général de l'espace interlacustre africain.**

" Dans la géopolitique africaine, les Grands Lacs ont une double fonction . L'une est stratégique, car c'est dans cette région où le Nil prend sa source avant d'irriguer le Soudan et l'Egypte. L'autre fonction est économique, car à l'Ouest de cette région des Grands Lacs se trouve la riche région du Katanga, zone cuprifère, uranifère et diamantifère ".

La région des Grands Lacs: à la croisée de la poussée française et anglo-saxonne



Par ailleurs, cette zone jouit d'une position stratégique idéale. Elle se trouve parfaitement située sur la crête de l'Afrique centrale, à bonne portée de l'Afrique Australe en pleine mutation politique et économique. Par ailleurs, elle est à la charnière de deux zones d'influence: la zone francophone et lusophone de l'Ouest avec l'immense Zaïre, cet énorme centre de gravité avec le bassin du Congo qui débouche sur l'Océan Atlantique, et la zone anglo-saxonne, cette Afrique orientale qui suit l'axe imaginaire et si célèbre " du Caire au Cap ".

Si le Rwanda et le Burundi sont enclavés ils sont aussi considérés comme de véritables " porte-avions ". Outre les avantages stratégiques cités, ils se trouvent dotés d'excellentes infrastructures, d'un bon réseau routier et de bonnes possibilités de communication. Ils sont donc enviés par de nombreux voisins.

Ils se trouvent par ailleurs aux portes de la République démocratique du Congo. Aujourd'hui sinistré, ce pays regorge de matériaux stratégiques vitaux tels que le cobalt ou l'uranium. C'est pourquoi il intéresse les pays industriels et développés.

## **B. Un espace géographique cohérent.**

La région des Grands Lacs se caractérise par une exceptionnelle densité démographique. Cela s'explique par des atouts géologiques et climatologiques extrêmement favorables se traduisant par un mode d'occupation rural de l'espace géographique.

Constitué en grande partie de hauts plateaux et de collines culminants en moyenne à 2 000 mètres, on trouve à l'Ouest de la zone un massif montagneux d'une altitude moyenne de 2740 mètres, qui domine le lac Kivu (1460 m) et qui se prolonge au Nord par la chaîne volcanique de Birunga dont le point culminant est le mont Karisimbi (4 505 m).

A l'Est, à proximité de la frontière Tanzanienne, savane, lacs et marais se succèdent le long de la rivière Kagera, qui est l'une des sources du Nil. Les plateaux du centre sont traversés de ravinements profonds remblayés d'alluvions, qui forment des collines bien découpées. Ces dernières constituent la cellule de base de l'occupation de l'espace, devenant ainsi l'entité administrative de référence.

A l'Ouest, se trouvent des plateaux et les " montagnes de la lune " culminant à 5119 m avec le pic Marguerite, en zone Congolaise. C'est dans cette région que l'Oubangui, un des affluents du Zaïre prend sa source.



En fonction des zones, le climat est de type tropical ou subéquatorial. Il est tempéré en altitude. Une bonne terre, volcanique ou à base d'alluvions, de l'eau en quantité, un climat propice permettent un développement important de l'agriculture vivrière. Ainsi, 60 à 90 % de la population selon les pays considérés est rurale. D'autre part, en raison de l'altitude moyenne l'élevage est possible dans de bonnes conditions.

Cet ensemble de facteurs extrêmement propices permet de comprendre la raison de la densité exceptionnelle de population. C'est une des régions la plus peuplée d'Afrique avec une densité de 230 à 300 habitants au Km<sup>2</sup> en 1991.

Cette donnée n'est pas sans conséquence majeure sur les crises de ces dix dernières années. Elle mérite d'être mis en perspective avec les difficultés économiques liées plus particulièrement à la chute des cours du café en 1987 et à la sécheresse des années 1988 et 1989. C'est un facteur qui n'est bien évidemment pas sans conséquences sur les événements tragiques à venir.

A cette homogénéité géographique et démographique, il faut ajouter une donnée humaine déterminante. On observe en effet, une proportion identique des ethnies en présence au Rwanda comme au Burundi à savoir, 85 % de Hutus, 15 % de Tutsis et 1% de Twas. Cela participe à la cohérence de cet espace, bien que cette proportion ne soit pas identique dans le Kivu.

Partout, on retrouve donc le même habitat dispersé sur les collines, la même économie fondée sur la banane et le haricot et la même dépendance vis à vis de la culture du café et du thé.

## **II. La dimension politique et interne des conflits et les répercussions sur les voisins.**

Les conflits internes du Rwanda, du Burundi et du Zaïre résultent des systèmes politiques à parti unique, la plupart du temps dirigés par des militaires qui se sont emparés du pouvoir par les armes avec l'aide de puissances extérieures. Chacune des crises interne a eu des répercussions immédiates chez les voisins.

### **A. Un système politique inapproprié**

Le système politique à parti unique a provoqué des blocages institutionnels mais aussi l'exclusion politique et économique d'une grande partie de la population en particulier celle qui n'était pas de la " bonne ethnie ".

Ce système a fait de l'administration un outil de propagande et de contrôle. Il a fait de l'armée, un instrument de répression tout particulièrement à l'encontre des opposants politiques. Il a donc étouffé toute possibilité d'expression et de liberté fondamentale, tout en

permettant à la caste au pouvoir de s'enrichir impunément en ayant recours au trafic et à la corruption.

Ce blocage d'alternance et d'accès pacifique et démocratique au pouvoir a favorisé tout naturellement l'émergence d'organisations politico-militaires. Ces derniers ont alors cherché à accéder au pouvoir par les armes.

Par ailleurs, sur le plan économique, le système politique à parti unique a développé une gestion prédatrice des richesses au profit des dirigeants politiques et des sociétés multinationales au détriment de la population qui reste pauvre.

Dans tous les cas, des groupes qui n'acceptent pas le partage ou le transfert du pouvoir, à une époque où les institutions internationales conditionnent l'aide en fonction de la réalisation ou non de la voie démocratique, choisissent " la fuite en avant de l'ethnicité ". Ils séparent alors de manière irréversible des populations liées par l'histoire et la culture. Ils les entraînent ainsi dans une logique de peur où chacune des ethnies redoute d'être exterminée par l'autre.

C'est ainsi que le Rwanda, le Burundi et le Zaïre semblent scellés par un destin politique commun. Dans chacun d'entre eux, cela se traduit dès l'indépendance par la disparition brutale du leader qui incarne la revendication nationale et qui veut réaliser l'unité du pays au-delà des clivages ethniques.

### ***B. L'effet d'entraînement régional***

Ce contexte politique commun au Rwanda et au Burundi, associé au contexte humain et social, engendre alors dès le premier acte sanglant comme ce fut le cas au Rwanda en 1959, toute une " série de contrecoups dramatiques au Burundi voisin, dont les effets se sont alors répercutés au Rwanda, par un effet de " feed back " politique. Les relations entre les deux faux jumeaux sont ainsi marquées par une sorte de mouvement perpétuel pendulaire de violences politiques, engendrant alternativement dans l'un puis dans l'autre pays, insurrections, guerres civiles, massacres ethniques et leurs effets induits: famine, pandémie, flux massif de réfugiés "

Contrairement à d'autres conflits africains, il ne s'agit pas ici d'antagonismes ancestraux, prévalant entre deux ethnies. Il s'agit bien d'une politisation de l'ethnicité qui date de l'ère coloniale. Au fil du temps, elle est devenue le prétexte des crises en suscitant toutes les peurs et toutes les haines.

### III. La dimension historique de la crise.

La crise des Grands Lacs revêt une dimension socio-historique qui a fortement conditionné le déroulement des événements. Elle se traduit par un héritage, celui du " dogme de l'ethnisme ", artifice colonial pris en compte par les nouveaux dirigeants. Mal assimilé par les élites, il est perpétué au lendemain de la décolonisation en mode de gouvernance permanent aussi bien au Rwanda qu'au Burundi et de manière ponctuelle au Zaïre.

#### A. La colonisation et l'ethnisme.

A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la région est colonisée par l'Allemagne. En 1916, la colonie est rétrocédée à la Société des Nations qui la place sous protectorat belge en 1921. La Belgique élargit ainsi son empire colonial qui intègre déjà depuis 1908 le Congo. Dès lors, le colonisateur " exporte ses références ethniques en Afrique centrale ".

La structuration sociale prend alors une tournure raciale dès le début des années 1930.

Pourtant, il semble bien, malgré différentes théories contradictoires, que l'ethnicité dans cette région ne corresponde pas à des critères de différenciation linguistiques, culturelles ou géographique. En effet, le clivage entre Hutu, Tutsi et Twa est alors d'ordre social. Ces trois composantes de la société se différencient par leurs activités. Les Hutus sont plutôt des agriculteurs, les Tutsis des éleveurs tandis que les Twas se consacrent aux activités de chasse, de pêche et à la poterie.

Au Rwanda, le pouvoir monarchique est détenu par les Tutsis depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle. Ils laissent d'ailleurs subsister sous le contrôle de lignages Hutus des " royaumes " ou des " chefferies " dans le Nord du pays.

Au Burundi, la situation est plus complexe. Le pouvoir est aux mains de la dynastie des Bangawas, un groupe très probablement d'origine Hutu.

Quand les missionnaires arrivent, au XIX ème siècle, ils découvrent donc des royaumes organisés, cohérents où les expéditions esclavagistes arabes n'ont jamais réussi à pénétrer. Ils comprennent que le Rwanda et le Burundi reposent sur des relations de pouvoir complexes avec au sommet de la pyramide le roi, sa cour et ses devins. C'est une société féodale dominée par le roi, représentant sur terre d'un Dieu unique. La société, est régie par un nombre impressionnant de prescriptions et d'interdits. Ils ont pour objet de faire respecter l'entente entre les hommes mais aussi avec les ancêtres, la nature et l'ensemble du cosmos.

Cette " harmonie " semble se rompre avec la colonisation. Les missionnaires décrètent alors que les Tutsis, ces " Hamites " sont les juifs de l'Afrique. Ils brisent le pacte féodal qui existe entre Hutu et Tutsi et qui revêt par certains aspects un caractère sacré. Pourtant, ces missionnaires venus de la métropole fondent leur domination sur un système de colonisation qualifié d'administration directe. Ils utilisent donc les structures traditionnelles en place. En revanche, ils font l'erreur de cultiver chez l'élite Tutsi dirigeante un " esprit d'aristocratie naturelle, les Batutsis étant destinés à régner sur les races inférieures qui les entourent ".

A l'appui de cette théorie de la domination, l'histoire de la région est réduite à une litanie d'invasions et de combats entre " Hamites " ces Tutsis décrits comme quasi européens, et Bantous, les Hutus décrits selon les stéréotypes du " nègre " de la raciologie européenne du début du XXème siècle.

Cela permet de fonder par la suite la théorisation raciale des clivages sociaux. Cette raciologie clive alors la société sur la base de pourcentages ethniques, les Tutsis représentant 15%, les Hutus 85% et les Twas environ 1%, et cela, aussi bien au Burundi qu'au Rwanda.

La colonisation brouille aussi l'écheveau complexe des relations sociales et des échanges économiques. Elle introduit dans ce système féodal des réformes agraires, des corvées et des contributions pour les églises. Ces contraintes sont imposées par le biais des chefs traditionnels qui perdent du même coup la considération de la population.

Ainsi, le choix de l'administration directe reposant sur les chefs Tutsis pour exécuter les ordres provoque au moment de l'indépendance un

rejet des " corvées " avec une accusation non pas envers le colonisateur mais envers les Tutsis qui font office de courroie de transmission.

Cette structuration " ethnique " des sociétés indigènes connaît alors un prolongement dans la construction des états post-coloniaux.

### **B. L'émergence des Etats dans la région des Grands Lacs.**

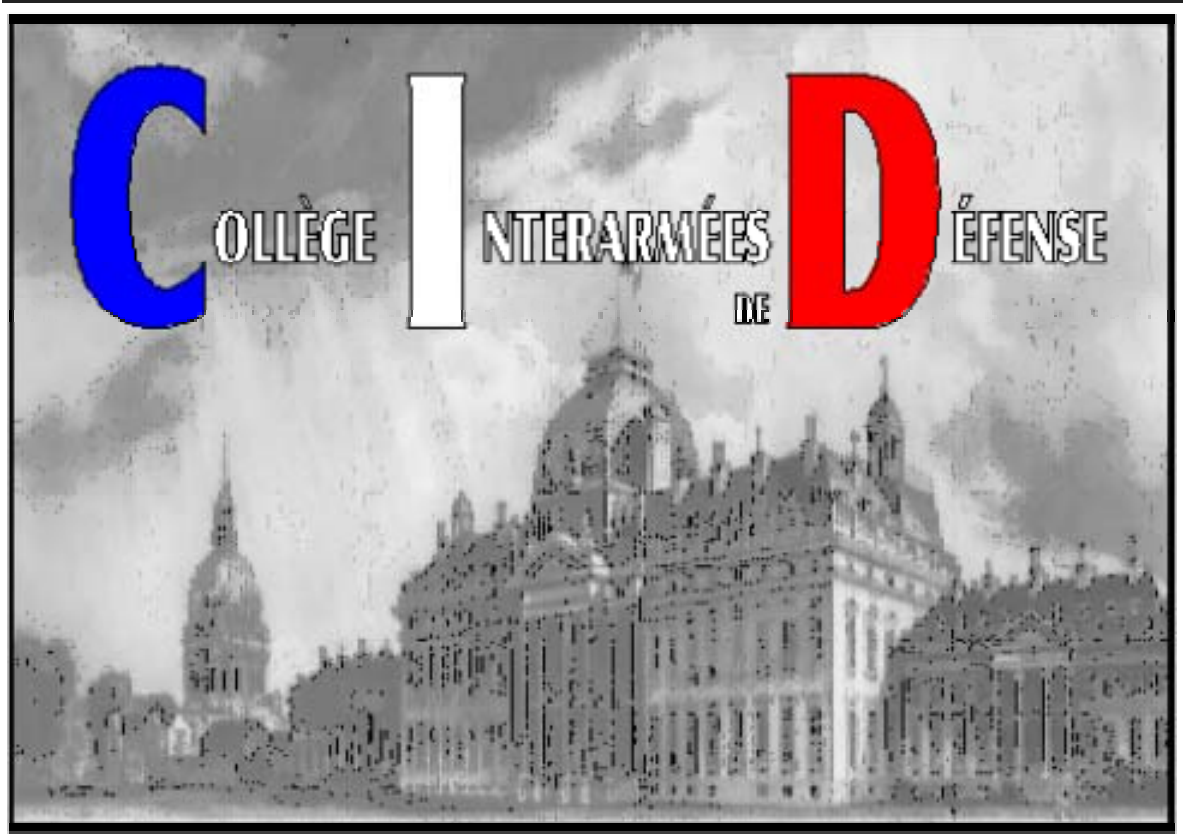
Fait surprenant, le Burundi et le Rwanda ne sont pas, à l'instar de nombreux pays africains, des créations artificielles héritées de la colonisation. Ces pays sont bien des entités nationales préculturelles où les groupes sociaux, Twa, Hutu, et Tutsi coexistent depuis fort longtemps.

L'histoire culturelle des peuples Banyarwandas, Burundi et Baganda, semble d'abord être celle " d'une cristallisation progressive, depuis la fin du 1er millénaire avant notre ère, d'un peuple parlant une langue bantou ". Cela fait de ces royaumes précoloniaux des entités culturelles et politiques homogènes permettant de parler de peuples nations.

Ces entités font partie de toute une série de royaumes interlacustres qui s'étendent à l'ère précoloniale entre les lacs Tanganyika, Victoria, Kyoga et Albert.

Une partie d'entre eux seront rattachés, sous la colonisation britannique, à l'Ouganda actuel, tandis que le Burundi et le Rwanda survivront aux mutations historiques.

Au sein de ces deux royaumes, des modifications interviennent sous la colonisation. Au Rwanda, dès 1930, la présence belge favorise l'intégration dans la monarchie des " chefferies " périphériques du Nord du pays placées jusque-là sous administration des chefs Hutus.



Il en va différemment pour le Congo-belge qui est en grande partie issu d'une construction " étatique " sans unité culturelle, et dont les régions conservent une certaine autonomie comme le Kivu. Cette région, frontalière du Rwanda et du Burundi, a connu des flux migratoires au cours des trois derniers siècles créant ainsi une certaine " homogénéité " socioculturelle.

Cette histoire complexe du peuplement de la région orientale de la République démocratique du Congo cristallise une région à dominante Rwandophone. Les attaches culturelles sont en effet plus ancrées dans la région des Grands Lacs que dans l'immense Congo.

Nous reviendrons ultérieurement plus longuement sur cette zone du Kivu, car elle est un enjeu géopolitique et stratégique majeur dans cette crise.

#### **IV. Au lendemain des indépendances une région convoitée par les occidentaux.**

La région des Grands Lacs vit une période de décolonisation tourmentée. Elle est marquée par des violences politiques et ethniques. Néanmoins, toutes proportions gardées, elle demeure relativement stable. L'enjeu que constitue le Zaïre dans la rivalité Est-Ouest, dans les années 1970 n'y est pas étranger.

Jusqu'aux années 1990, des régimes répressifs s'installent aussi bien au Burundi, au Zaïre, qu'au Rwanda. Ils bénéficient d'une certaine bienveillance occidentale. C'est l'ère du " dogme de la stabilité ". La situation évolue du fait de la fin de la confrontation bipolaire. Elle désacralise en effet le chef de l'état Zaïrois, Mobutu Sese Seko, de son rang de " leadership " régional.

Parallèlement à cet effondrement du mythe régional zaïrois, émergent de nouveaux hommes forts, tels que le président Ougandais Yoweri Museveni ou encore l'ancien président Tanzanien Julius Nyerere.

#### **A. L'ethnisme et la violence politique, vecteur de tensions latentes**

C'est un facteur commun à l'ensemble de la zone, déterminant ainsi un engrenage de violence irréversible.

##### **Le Rwanda**

-

Au Rwanda, l'indépendance se déroule sur fond de révolution sociale. La raison réside dans le retournement d'alliance opéré par le colonisateur belge consécutivement au courant indépendantiste des années 1950.

La Belgique renverse le cours des choses et assure, à contre courant de son action passée, la promotion d'une élite intellectuelle Hutu. L'explication réside en partie dans ses propres problèmes internes dans la mesure où Flamands et Wallons coexistent difficilement au sein de la Belgique fédérale.

Quoi qu'il en soit, grâce à cet appui, les Hutus renversent la monarchie en 1959 et instaurent la République. Les massacres qui se déroulent alors, entraînent l'exode de plus de 200 000 Tutsis vers les états voisins du Rwanda. Ces mouvements de populations deviennent une source d'instabilité supplémentaire pour toute la région.

En 1962, à l'indépendance, Grégoire Kayibanda s'empare du pouvoir. Il consolide une dictature majoritaire Hutu et instrumentalise l'appartenance ethnique à des fins de marginalisation de la minorité Tutsi. D'autre part, en 1963, des attaques orchestrées par les exilés Tutsis contre le Rwanda échouent et donnent lieu à de sanglantes répressions contre les Tutsis restés dans le pays.

Ce régime est renversé en 1973 au terme de nouveaux massacres et d'un nouvel exode par le général Habyarimana, originaire du Nord. Ce dernier se présente au début comme le restaurateur de l'unité nationale avant de se révéler être un fervent partisan d'une dictature non plus seulement ethniste mais " régionaliste ".

C'est ainsi qu'il engage une répression de l'élite intellectuelle Hutu originaire du Sud du pays. Ce sont par conséquent ces deux fronts, à savoir l'opposition interne Hutu du Sud et Tutsis marginalisés d'une part, et l'opposition externe composée des exilés revendiquant le droit au retour et à la nationalité Rwandaise d'autre part, qui menacent le régime en 1990.

### **Le Burundi**

Au Burundi, le scénario est inversé et l'indépendance assure une certaine continuité à la monopolisation du pouvoir politique par la minorité Tutsi. Cependant, l'histoire post-coloniale de ce pays est également marquée par des violences politiques et des assassinats de dignitaires.

Des massacres à grande échelle sont ainsi perpétrés régulièrement, en 1965, 1969, 1972, 1976. Ils prennent dans certains contextes, comme en 1972, des allures d'élimination systématique de l'élite intellectuelle Hutu qui est contrainte à l'exil.

Ce système " d'apartheid " socio-ethnique est aussi préoccupant que celui qui sévit au Rwanda voisin. Il engendre des tensions sous-régionales car des groupes d'opposition armés Hutu constitués depuis le Rwanda et la Tanzanie déstabilisent le Burundi et par extension les Etats voisins.

Le régime Bagaza règne sans partage, de 1976 à 1987. Il parvient, par une sorte d'alchimie politique, à museler toute opposition et à contenir les mouvements armés tels le Palipehutu. A sa chute, le major Pierre

Buyoya assure l'ouverture du régime. Des massacres dans le Nord du Burundi en 1988 accélèrent cette transition et la détente politique se traduit par l'intégration au sein des instances politiques d'éléments issus de la " majorité " Hutu.

Cette transition débouche sur les élections de juin 1993. Elles portent au pouvoir Mechior Ndadaye. C'est de fait, le premier président élu au Burundi.

### **Du Zaïre à la République démocratique du Congo.**

Le géant Zaïrois connaît aussi une histoire post-coloniale tourmentée symbolisée par un homme, Mobutu Sese Seko. Il construit son pouvoir sur fond de violence politique et de ruse dès 1960. C'est à l'indépendance le 30 juin 1960, que le sergent Mobutu fait ses premiers pas politiques sous la protection de Patrice Lumumba qui devient alors Premier ministre.

Très vite courtisé par les occidentaux en cette période de guerre froide, Mobutu renverse son protecteur. Il consolide le pouvoir du Président Kasavubu, mieux disposé que le Premier ministre à l'égard des puissances occidentales en particulier de la Belgique et des Etats-Unis.

En novembre 1965, Mobutu s'empare définitivement du pouvoir. Il fonde un système politique reposant sur la corruption, le clientélisme et tournant autour d'un parti unique. Certains qualifient le Président de " coffre-fort ambulante coiffé d'une toque de léopard ".

Le Zaïre traverse un certain nombre de périodes de tensions en particulier en 1977, lors de l'attaque par des rebelles venus d'Angola, de la riche province minière du Katanga. Le " maréchal président " est alors sauvé par ses " amis " occidentaux.

La fin de l'ère bipolaire sonne le glas du Zaïre. Le pays sombre alors peu à peu dans une débâcle économique et sociale, malgré un fond d'expérience démocratique avortée. Le fruit étant " pourri ", il s'ensuit une rébellion dirigée contre son pouvoir par Laurent Kabila. Héritier de l'idéologie prônée par Lumumba, il resurgit après de nombreuses années. Il est soutenu initialement par les Tutsis au pouvoir à Kigali mais aussi semble-t-il par les américains. Cela aboutit en 1997 au

succès de l'offensive armée de Laurent Kabila qui donne naissance à la République démocratique du Congo.

**B. Du soutien à l'abandon, les enjeux internationaux de la région des Grands Lacs.**

Après plus d'un demi-siècle de présence dans les Grands Lacs, la Belgique cède de son influence au profit de deux autres puissances occidentales, la France et les Etats-Unis.

Les Etats-Unis misent essentiellement sur la position géostratégique du Zaïre comme rempart à l'influence soviétique en Afrique australe. Cette influence est nette en Angola où, dès l'indépendance en 1975, une lutte pour le contrôle des richesses du pays s'engage. Elle oppose une rébellion, celle de Jonas Savimbi, soutenue par les Etats-Unis et le Zaïre, et le mouvement populaire pour l'indépendance de l'Angola dirigé par Agostino Neto, qui s'empare du pouvoir.

Cette rivalité sera l'une des raisons de l'intervention occidentale au côté de Mobutu lors de la rébellion Katangaise de 1978. Les Etats-Unis utilisent alors les services de la France et de la Belgique pour porter secours au régime de Kinshasa.

Mais, au-delà du Zaïre, quel peut-être l'enjeu du contrôle du Burundi et du Rwanda par la France en particulier?

Le Rwanda et le Burundi sont bien situés. Ils se trouvent en particulier à proximité des zones riches du Zaïre en décomposition. Par ailleurs, les évolutions récentes font que la France a de moins en moins confiance en Djibouti. Certains avancent aussi tout simplement, qu'il s'agit là d'une tentative " d'extension de la sphère d'influence francophone ".

Les liens que tisse la France avec cette région prennent naissance sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing dans les années 1970. Paris profite des divergences intervenues entre Kinshasa et Bruxelles à propos de la politique de " zaïrianisation " des bassins miniers et agricoles pour prendre pied dans cette région hors de son champ traditionnel d'action.

Cette influence s'étend alors naturellement vers le Burundi et le Rwanda. La France ratifie en 1975 un accord d'assistance militaire avec le Rwanda.

L'alternance politique de 1981 ne modifie pas la doctrine de la diplomatie française. Le Président Mitterrand déclare alors à propos de son homologue rwandais, lors d'une visite à Kigali en 1982: " nos relations sont anciennes et la France a déjà reconnu en vous un ami fidèle, un homme sur lequel nous pouvons fonder une amitié durable ". .

C'est le début d'une coopération militaire qui culmine en 1990 lors de l'offensive du Front Patriotique Rwandais (FPR), quand le Président Habyrimana va voir le Président Mitterrand. De cette démarche résulte une intervention militaire française pour rassurer et d'évacuer les ressortissants mais aussi pour soutenir le régime " injustement menacé " par des forces soutenues par l'Ouganda et, d'après certains analystes par les Etats-Unis.

Face à la dérive du régime zaïrois, peu fréquentable, le régime du Président Habyrimana au Rwanda se trouve être une avant-garde non négligeable dans la région. Paris poursuit donc une coopération civile et militaire active avec les régimes de Kigali et de Bujumbura. Dans le même temps, la Belgique qui entretient le même type de coopération, perd de l'influence.

Les Etats-Unis semblent eux progressivement se désintéresser du Zaïre à la fin des années 1980.

Leur objectif à l'époque est de renforcer le bastion catholique en Afrique de l'Est où l'Islam gagne du terrain. Les Etats-Unis souhaitent neutraliser le régime de Khartoum accusé d'exporter un Islam militant avec l'aide de l'Iran.

La France dans cette affaire semble choisir le camp des islamistes dont le dirigeant est Hassan el Tourabi, francophile convaincu. Il faut préciser que des accords d'exploitation pétrolière auraient été signés en 1994, expliquant mieux le " réchauffement des relations " entre Paris et Khartoum dont la livraison du terroriste " Carlos " fut une autre manifestation.

Pour mieux aider Khartoum, les Français auraient ouvert un " couloir " permettant d'approvisionner l'armée soudanaise depuis la RCA et le Nord du Zaïre et prendre ainsi à revers les troupes rebelles.

Dans cette optique là, le Rwanda est aussi un pion utile, une base arrière éventuelle fort intéressante. C'est donc une raison de plus de maintenir l'effort dans cette zone.

A cette époque, de nouveaux éléments internationaux et régionaux modifient la donne initiale

Le début des années 1990 marque en effet une nouvelle ère dans les relations entre les grandes puissances et la région interlacustre d'Afrique centrale. Deux raisons essentielles peuvent expliquer le revirement de la communauté internationale. D'une part la chute du mur de Berlin et ses conséquences sur l'équilibre mondial, d'autre part, l'émergence d'un nouveau pôle sous-régional: l'Ouganda. Ce pays se redresse de plusieurs années de guerre civile, au lendemain de la prise de pouvoir à Kampala en janvier 1986 par Yoweri Kaguta Museveni.

Ainsi, le régime de Kinshasa, boycotté par la France, les Etats-Unis et la Belgique, cède son leadership à de nouveaux hommes forts comme le chef d'Etat ougandais mais également comme l'ancien président tanzanien Julius Nyerere.

Dans la région, les rapports de force s'inversent. Les réfugiés Rwandais, qui ont appuyé militairement la prise de Kampala au sein de la National Resistance Army de Museveni, reçoivent en retour le soutien intéressé du Président ougandais dans leur revendication du droit au retour. L'échec de ces revendications est à l'origine du déclenchement de la guerre par le Front Patriotique Rwandais (FPR) d'obédience Tutsi, le 1er octobre 1990 contre le régime de Kigali.

Il convient ici de soulever une malheureuse coïncidence de l'action des structures internationales dans le déclenchement de cette guerre. " Paradoxalement, l'ajustement structurel appliqué en Ouganda a contribué lui aussi à la guerre. La banque mondiale a obligé le Président Museveni à réduire de moitié les effectifs de son armée, ce qui l'a contraint à limoger un grand nombre de soldats et d'officiers rwandais. Ils sont venus grossir les rangs du FPR qui envahira le Rwanda".

## V. Cas particuliers de quelques données géopolitiques majeures.

### A. Le Kivu Zaïrois, une zone tampon ou un enjeu majeur?

Cette région frontalière du Rwanda et du Burundi a connu des flux migratoires au cours des trois derniers siècles. Ils ont créé une certaine homogénéité socioculturelle sous domination des Banyarwanda et des Banyamulenge.

Jusqu'en 1885, l'ère d'extension des migrations issues des actuels Rwanda et Burundi est limitée à certains espaces du Kivu qui appartiennent en partie au Rwanda.

La Kivu est un enjeu géopolitique majeur car c'est une zone minière inexploitée où l'on trouve de l'or, du tungstène, du niobium et bien d'autres ressources stratégiques. Déjà, d'anciennes cartes réalisées du temps de la colonisation l'attestent. Des gisements pétroliers se trouvent aussi dans la bordure Ouest et Nord-Est du Kivu. L'énergie hydraulique y est abondante. Dès l'indépendance, l'on sait que le Kivu était potentiellement aussi riche que le Katanga voisin.

Ces zones réputées pauvres sont en fait " des coffres forts à peine ouverts et ils éveillent la convoitise et l'intérêt constant de la France et la sollicitude américaine ". Ainsi, il n'y a qu'un pas pour penser qu'en 1994, devant l'offensive du FPR, la France, face au reflux des Hutus qu'elle a soutenus d'antan, les incite à s'établir dans le Kivu. L'objectif recherché étant de créer un " Hutuland " dans cette région du Zaïre. Cette région ainsi " acquise " constituant pour l'avenir un atout, un pôle régional de la présence française dans la zone.

Cette idée, rivalise avec une autre ambition. Celle à peine cachée du FPR maître de Kigali et soutenu par les américains de créer un " grand Rwanda ", taillé dans cette portion de territoire zaïrois qui entretenait des liens traditionnels avec l'ancien royaume.

Il est clair, au regard de l'histoire que cette zone n'est pas étrangère à l'espace géographique interlacustre.

Durant la période coloniale, le Kivu, avec ces terres fertiles, son climat comparable au Rwanda, a été considéré par les Belges comme un exutoire pour le royaume Rwandais surpeuplé. Des Banyarwandas sont invités à s'y installer. D'autres s'y trouvent déjà car des flux migratoires provenant des hautes terres du Rwanda et du Burundi et se dirigeant vers les régions les moins peuplées du Zaïre et de la Tanzanie existent depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle.

Les Belges envoient aussi les Tutsis dans les mines du Katanga de l'époque. Des agriculteurs Hutus s'installent dans certaines régions montagneuses du Kivu à côté du volcan Virunga. C'était alors bien une zone tampon.

Cette zone devient " un mille feuilles de populations ". Etablis par vagues successives, les Banyarwandas qui partagent une langue commune forment plus de la moitié de la population du Nord Kivu. On y trouve ainsi 40 % de Hutus et 10 % de Tutsis. Face à l'hostilité des populations locales, il faut noter qu'ils surent faire cause commune.

C'est ainsi que le Kivu, pose un problème au président Mobutu. En effet, les populations zaïroises reprochent alors le dynamisme des Tutsis. Ils détiennent de vastes et prospères pâturages. Les populations de souche congolaise jalourent aussi l'excellence des agriculteurs Hutus et cette grande cohérence sociale qui caractérisent ces expatriés Hutus et Tutsis. Ils se marient en effet entre eux, gardent leurs usages et leurs coutumes ainsi que leur langue.

Les Tutsis en particulier rêvent toujours à leur pays et cotisent pour le Front Patriotique Rwandais. Cette référence discrète mais constante au pays d'origine agace les populations locales. Elle exacerbe le rejet des chefs coutumiers qui reprochent à ces étrangers de ne pas respecter leur autorité et de ne pas acquitter les tributs requis. Cela accentue le sentiment d'infériorité des populations autochtones. Elles craignent en outre un dédoublement des structures du pouvoir local au profit des Rwandais.

Le conflit est donc latent entre ces " émigrés " qui possèdent des terres, du bétail, de l'argent, et les " locaux " qui sont légitimés par la coutume et par le pouvoir politique Zaïrois. Les autochtones du Kivu redoutent donc de voir les dynamiques rwandais prendre le dessus.

Ce sentiment se trouve accentué avec l'accord sur la création de la Communauté Economique des Grands Lacs signé par Mobutu lui-même, permettant la libre circulation des ressortissants entre le Zaïre, le Rwanda et le Burundi. De justesse, Mobutu signe une clause évitant cette libre circulation dans le Kivu. L'inquiétude est aussi vive quand le Président du Zaïre accorde un ranch de 10 000 hectares au Président Habyarimana dans la région de Walikale.

En 1990, Mobutu décrète la fin du parti-Etat et prône l'ouverture politique. Cela s'accompagne d'une déliquescence de l'Etat et de la nécessité pour les populations de se " serrer les coudes ". Il en résulte une multiplication des " mutuelles " particulièrement bien organisées dans le Kivu, qui s'appuient sur des bases ethniques.

Ce dynamisme exceptionnel s'articule autour des églises et des organisations de développement. Bukavu devient le centre du pouvoir à telle enseigne que par son système de gestion et d'organisation, elle reste la seule ville du Zaïre à ne pas avoir été dévastée par les militaires pillards. La population s'est organisée pour les payer elle-même.

Durant la crise, cette zone connaît donc un succès économique relatif en raison d'une certaine autogestion et du dynamisme lié à la prise en compte des problèmes par les populations locales. La région devient un bastion de l'opposition et de la société civile orientée politiquement et économiquement vers l'Afrique de l'Est. Il devient alors urgent pour Mobutu de remettre au pas ces régions rebelles. Les manipulations ethniques et les effets de la crise Rwandaise en sont l'occasion.

En effet, parallèlement à la montée des tensions internes au Rwanda, les Hutus vivants au Zaïre intériorisent les thèmes en vogue au Rwanda selon lesquels une ethnie majoritaire est dominée par une majorité féodale. Le déroulement de la guerre au Rwanda et le débat sur la conférence nationale au Zaïre accentue la radicalisation dans le Kivu. C'est ainsi qu'en 1993, tous les ingrédients sont réunis pour faire flamber la Province.

Le drame se rejoue dans cette région la plus prospère du Zaïre entraînant 300 000 réfugiés vers Goma. Fin 1993, le tissu social semble se reconstituer dans le Nord Kivu qui résiste au pire, grâce à la société civile, aux ONG et aux églises. Cette crise à peine achevée, un autre incendie se déclare en avril 1994. C'est le génocide Rwandais qui est suivi par un afflux de réfugiés Hutus qui va déstabiliser durablement cette zone.

### **B. Le poids des réfugiés: une nouvelle donnée géopolitique.**

La région des Grands Lacs est l'une des dernières dont le colonisateur fixe les frontières, ne séparant la colonie du Congo belge du Rwanda allemand qu'en 1910.

C'est ainsi que des populations d'ethnie Hutu et Tutsi, qui entretiennent des liens d'allégeance à l'égard du Mwami du Rwanda dans la région de Rutshuru deviennent " congolaises ". Au cours de la période coloniale, ces territoires n'appartiennent pas au souverain Rwandais. Ils représentent en revanche une

zone naturelle d'expansion pour la population du petit royaume très peuplé. Il en va de même de la région de Bufumbira comprise entre le lac Kivu et le lac Edouard qui se trouve aujourd'hui en territoire Ougandais. Des liens existent. Ils se concrétisent en particulier par le paiement d'un tribut au roi. Ces populations parlent la même langue et pratiquent la même religion que celles du Rwanda.

Lorsque le Rwanda-Urundi devient protectorat belge, les Banyarwandas poursuivent tout naturellement l'émigration traditionnelle au Congo voisin. La colonisation va même accentuer le mouvement. En 1937, la " mission d'immigration des Banyarwandas " au Kivu est dotée d'un territoire de 15 000 hectares. L'intention du colonisateur est de soulager le Rwanda d'une tension démographique inquiétante. Il s'agit aussi de mettre en valeur les terres riches du Kivu où les conditions climatiques sont les mêmes qu'au Rwanda.

A l'indépendance, on compte ainsi 40 000 familles installées soit quelques 200 000 personnes. A la même époque, quelques 350 000 Rwandais émigrent aussi vers les régions de Bufumbira en Ouganda.

Les germes d'un futur conflit sont semés: ces émigrés ont perçu des terres qui n'ont pas toujours été cédées par des chefs traditionnels.

A cette émigration naturelle, il faut ajouter un autre type d'émigration qualifié de forcée. En effet, à la faveur des crises du passé, le Rwanda et le Burundi comptent des centaines de milliers de réfugiés à l'extérieur, principalement dans les pays limitrophes.

En 1990, il y a environ 13 000 réfugiés rwandais au Zaïre, 226 000 au Burundi, 22 000 en Tanzanie et 82 000 en Ouganda.

Les réfugiés burundais eux, sont environ 13 000 au Zaïre, 24 000 au Rwanda et 150 000 en Tanzanie.

Ce phénomène est considérable et il est nécessaire de bien prendre la mesure de la force extraordinaire des courants migratoires dans cette zone des Grands Lacs et les conséquences géopolitiques.

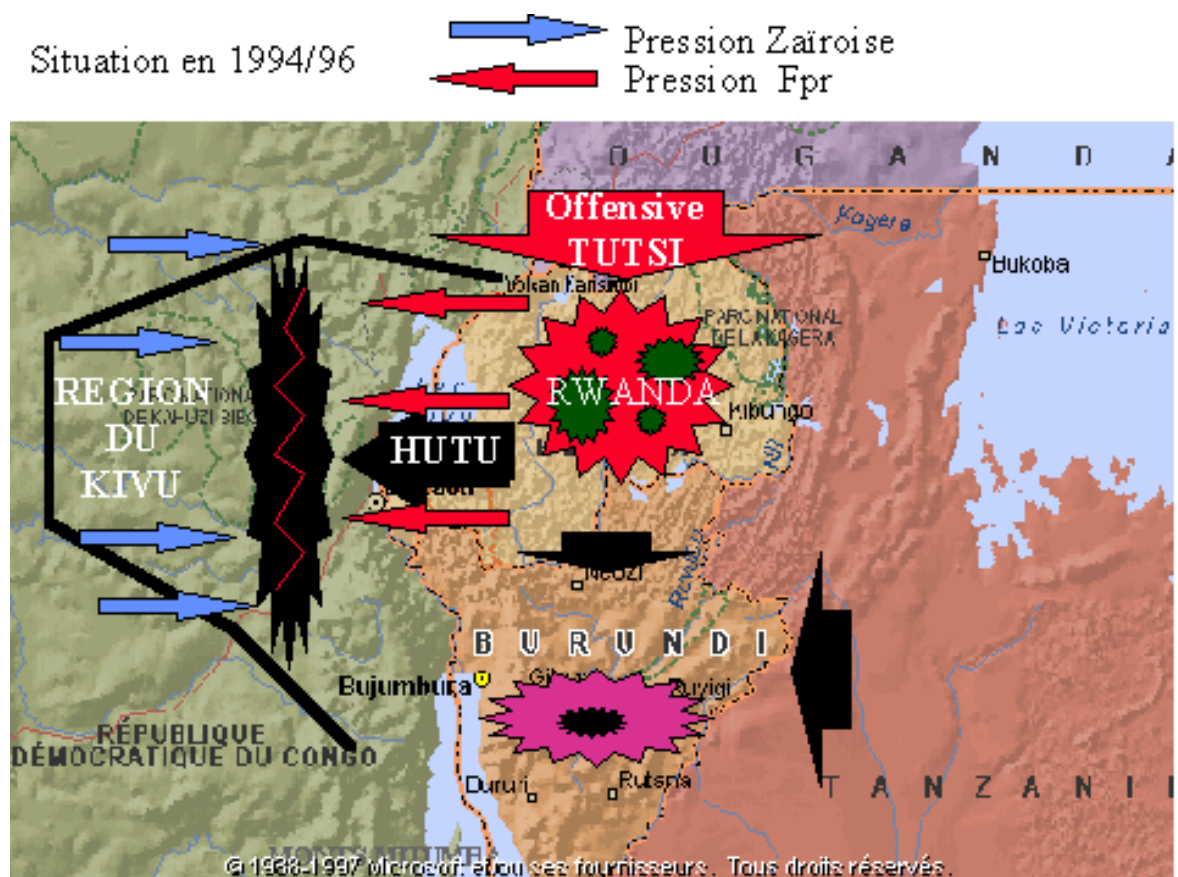
L'exemple le plus marquant, est celui des rwandais Tutsi réfugiés, et du FPR qu'ils créent. La source principale de financement du FPR est la diaspora Tutsi. De part le monde, elle finance l'effort de guerre dans les années 1990 à concurrence de deux millions de dollars. De plus, la situation particulière de

l'Ouganda leur permet de mettre en place des stratégies de prise en charges, en particulier en se faisant mobiliser.

C'est ainsi que leur participation à la lutte armée de Museveni les transforment en un type très particulier de réfugiés: des " réfugiés guerriers ", faisant d'eux, non plus de simples " pions " mais des acteurs à part entière.

Certes, cette stratégie n'est possible qu'en Ouganda à la faveur des événements en cours. Il convient néanmoins de noter qu'elle nécessite une formidable capacité à s'organiser politiquement, à mobiliser des aides extérieures, à se doter d'armement et à manipuler le pays hôte.

Le résultat se concrétise par une réelle complicité du régime se traduisant par une profonde implication de l'Ouganda qui procure des armes et autorise les préparatifs d'attaque sur son territoire. Certains avancent que ce mouvement est alors soutenu par un certain nombre d'autres pays en particulier les Etats-Unis, Israël et ...la Libye!



Les camps de réfugiés, en particulier ceux des Hutus sont aussi un formidable creuset et un excellent catalyseur de l'idéologie ethniste. Là, les réfugiés ont en effet reconstruit l'histoire de leur peuple autour de thèmes visant à diaboliser l'autre. Ils se présentent comme des victimes sans jamais reconnaître leurs propres responsabilités. Dans leurs discours, on ne retrouve aucun souvenir sur l'histoire commune partagée avec les autres ethnies, rien sur le respect ancestral d'une monarchie. Rien d'autre que le désir de rentrer au pays, de chasser les occupants et de reprendre le pouvoir sans partage.

Dans ce contexte aujourd'hui, et malgré des retours de certains au pays, le problème des réfugiés est loin de trouver un réel aboutissement. En effet, comment résoudre pour ces gens, l'accès à la terre, aux biens matériels, aux postes dans l'administration, le tout dans un contexte d'antagonismes ethniques et régionaux encore douloureux.

En fait, sauf dans le cas peu probable d'un essor économique spectaculaire, ces trop pleins de population dans cette zone devront trouver des solutions régionales sous peine de voir d'autres drames du même type.

## Conclusion

Les passions ethniques ont été le seul exutoire proposé à des populations déçues par l'Etat et " coincées " sur le plan économique. Mais, " peut-on croire que le déroulement analogue des événements dans ces pays jumeaux soit totalement le fait du hasard? N'y aurait-il pas une main invisible qui aurait jeté l'allumette sur un brasier ethnique qui ne demandait qu'à prendre feu? ".

En réalité, il semble qu'une gigantesque lutte d'influence se déroule au coeur du continent africain. Aujourd'hui comme hier, les grandes puissances n'ont pu se mettre d'accord sur une politique commune. La France et les Etats-Unis en particulier, tous deux membres du conseil de sécurité, mènent dans la région des politiques divergentes.

" Le face à face franco-américain en Afrique, fait de rivalités économiques et stratégiques, n'a fait que s'accroître (...) Depuis longtemps, Washington nourrit l'idée d'une disparition des zones d'influence françaises au bénéfice d'une vaste zone de coopération afro américaine où la puissance outre Atlantique pourrait s'exercer à travers trois têtes de pont: la nouvelle Afrique du Sud, le Nigeria et le bloc de l'Afrique de l'Ouest ".

Cette région des Grands Lacs glisse donc de plus en plus dans l'ère d'influence Est Africaine, s'éloignant ainsi de l'Afrique centrale " bantoue ". Cette zone aurait donc fait les frais de cette rivalité? Il est trop tôt pour l'affirmer, seul l'avenir pourra le confirmer.

Cette crise ne doit pas nous faire oublier un dernier point. Il s'agit du double échec de l'OUA et de l'ONU. Echec de l'Organisation de l'Unité Africaine en raison de l'archaïsme de sa charte malgré sa volonté interventionniste. Echec de l'Organisation des Nations Unies face au piège du génocide. L'ONU sera d'abord impuissante, puis marginalisée par un retour du " sous régional " dans le traitement de la crise. Ce phénomène se traduit aujourd'hui par la mise en place " d'alliances informelles " dans la sous région avec un exercice du droit d'ingérence, faisant dire à certains que l'on assiste avec l'extension de cette crise à " la première guerre Africaine ".

## VI.

### VII. ANNEXE 1: Chronologie des événements au Rwanda.

- Colonisation Belge et " Tutsification " du pays au détriment de la majorité Hutu.

#### 1952

- : Sous l'influence de l'église, création d'un petit noyau d'une élite Hutu et leur intégration à la gestion des affaires publiques.

#### 1957

- Publication du " manifeste des Bahutus ".

Texte dressant une sévère critique contre le monopole politique, économique et social existant au profit des Tutsis.

#### 1959

- Création du Parti de l'émancipation du peuple Hutu (Parmehutu) ex mouvement social Hutu créé par Grégoire Kayibanda.

La " Toussaint rwandaise ", première vague de violence ethnique moderne dans la région des Grands Lacs

**Bilan:** 300 morts et plus de 20 000 déplacés.

#### 1961

- Abolition par référendum du système monarchique dominé par les Tutsis. Election du premier Président de la république, Monsieur Grégoire Kayibanda, chef du Parmehutu.

## **1962**

- Indépendance du Rwanda.
- Départ des Tutsis en grand nombre vers les pays limitrophes.

## **1963**

- Echec d'une tentative de reconquête du pouvoir par des Tutsis réfugiés au Burundi et accélération du phénomène de " détutsification " du pays par une sévère répression de la part du gouvernement Hutu.

100 000 Tutsis supplémentaires quittent le Rwanda.

Réactions par effet " boomerang " au Burundi voisin.

## **Décennie 1960-1980**

- Dictature ethnique et dérive autoritaire. Montée d'un clivage " interhutu " opposant Hutus du Nord et Hutus du centre alors au pouvoir.
- Diabolisation des Tutsis pour refaire l'unité Hutu autour du Président Kayibanda. Manoeuvre du Président favorisée par les massacres massifs de Hutus au Burundi voisin au printemps 1972. Bilan: 100 000 morts.

## **1973**

- Purge massive par le gouvernement Hutu de l'école, de l'administration et du secteur privé à l'encontre des Tutsis considérés en surplus.

Nouvelle vague d'émigration Tutsi.

- Coup d'Etat militaire et renversement du président, " Hutu du centre " par des Nordistes.
- Accession au pouvoir du général Juvenal Habyarimana.

Politique de réconciliation sous une période de " despotisme éclairé ".

Période faste marquée par une relative prospérité économique

Modernisation des infrastructures et absence de tensions ethniques majeures.

## **1980**

- Fin de l'âge d'or et transformation du Président sous l'influence de son entourage en un " homme de clan, prêt à tout pour défendre son pouvoir et préserver sa rente étatique ".

## **1987**

Chute des cours du café.

## **1988/89**

Sécheresse et menace de famine.

## **1990**

- 1er octobre

3000 rebelles Tutsis s'infiltrèrent depuis l'Ouganda en territoire Rwandais avec le soutien du Président Ougandais. Leur objectif est de s'emparer en 5 jours de Kigali et de renverser le régime. Cette offensive est un succès jusqu'au moment où les FAR se ressaisissent et que la France et la Belgique interviennent en déployant des troupes à Kigali.

30 octobre

Succès de la contre-attaque des FAR soutenue entre autres par 500 soldats Zairois de la Division Spéciale Présidentielle;

Le gros des insurgés reflue en territoire ougandais ou en direction du parc national de l'Akagera.

## **Fin 1990/ printemps 1992**

- Arrestation de 8000 suspects Tutsi , d'opposants Hutu et d'étrangers ainsi que des témoins gênants du régime.

Profitant de cet excès du gouvernement Rwandais, le FPR, défait sur le terrain va gagner la victoire médiatique en particulier en mettant en " première ligne " les quelques Hutus qui ont rejoint ses rangs. Il se présente ainsi devant l'opinion internationale comme un mouvement multi-ethnique dont le programme est de libérer le pays d'un régime totalitaire et sanguinaire.

- Le FPR mène une guérilla sanglante dans le Nord du pays.
- Raids, embuscades, assassinats de personnalités locales, attentats aveugles et terreur vis à vis des populations civiles Hutu.
- Cette guérilla entretient la haine et engendre une profonde hystérie sécuritaire anti-Tutsi. Les forces de sécurité s'en prennent aveuglément aux populations civiles Tutsi multipliant les bavures.
- L'armée Rwandaise passe de 5200 hommes en 1990 à 40 000 en 1993. Les militaires deviennent un acteur de plus en plus incontrôlable du drame Rwandais.
- Dans ce contexte de peur et de haine, certains cercles dirigeant rwandais commencent à mettre en oeuvre une politique planifiée de massacre ethnique.

- Sous la contrainte des bailleurs de fond, le Président rwandais se trouve dans l'obligation de mener à bien la politique de démocratisation qu'il avait annoncé en 1990.
- Avril 1992: Fin du parti unique et création d'un gouvernement de transition incluant des membres de l'opposition.
- Négociation en Tanzanie, à Arusha entre le gouvernement Rwandais et le FPR.

### **Printemps 1992/ Printemps 1994, les Faux espoirs d'Arusha.**

- Refus de toute démocratisation par les extrémistes Hutu menés par l'entourage de l'épouse du président baptisé " le clan Madame ".
- Craintes des extrémistes Tutsis d'une démocratisation trop rapide risquant d'enlever leur principale raison officielle de combattre et de mettre à jour leur stratégie ethniste de conquête du pouvoir.
- Mai 1992, le FPR déclenche une nouvelle offensive.
- Février 1993, le FPR réédite ce genre d'opération à partir du Zaïre durant la préparation des accords d'Arush. Il marque une incontestable avancée militaire et aborde ainsi dans de " bonnes conditions " les longues négociations qui aboutissent aux accords d'Arusha V le 4 Août 1993 (suite à un accord de cessez-le- feu signé à Dar-es-Salaam en Mars).
- Août 1993: les troupes françaises quittent Kigali. Arrivée de la Minuar.
- 21 octobre: au Burundi, le Président Ndadaye est assassiné par des radicaux Tutsi. Bilan: 50 000 morts. Cet événement avive la haine au Rwanda des extrémistes Hutu vis à vis des Tutsis.
- 6 Avril 1994: l'avion qui ramène le Président Habyarimana est abattu au-dessus de l'aéroport de Kigali.
- Génocide immédiat et de grande envergure contre les Tutsis. Reprise des affrontements armés entre les FAR et le FPR.
- 23 Juin, la France déclenche l'opération Turquoise mandatée par l'ONU. Création d'une zone de sécurité.
- 4 Juillet, conquête de Kigali par le FPR.
- Les Forces armées rwandaises (FAR) se replient dans la zone de sécurité entraînant avec elles des civils Hutu qui craignent des représailles.
- Deux millions de réfugiés se répartissent alors entre la Tanzanie et le Zaïre, où un immense camp est installé aux abords de Goma.
- 19 Juillet Paul Kagame, l'homme fort du FPR, devient vice-président de la République, ministre de la défense.

### ***Le bilan du génocide qui s'achève en Juillet est le suivant:***

- De 500 000 à 800 000 victimes Tutsi,
- De 10 000 à 30 000 Hutu appartenant à l'opposition modérée,
- 100 000 morts suite aux exactions commises lors de l'offensive du FPR,
- De 30 000 à 50 000 morts chez les réfugiés Hutu au Zaïre suite aux grandes pandémies,
- 4 millions de personnes en exil ou déplacés.
- Le bilan général fait apparaître que 10 % de la population rwandaise est morte

Le FPR règne sur un pays totalement ruiné, devenu le plus pauvre de la planète et sur une population traumatisée et décimée.

**Depuis 1995**, le nouveau régime est en phase de déliquescence et de radicalisation. De nombreux Hutu ralliés au FPR ont quitté le mouvement et la composante Tutsi se fissure en raison de clivages internes en raison:

- de clivages géographiques et linguistiques entre " Ougandais " et " Burundais ".

- de clivages politiques, entre modéré et radicaux.

- de nature sociale entre civils et militaires car l'APR, la branche armée du FPR est devenu un acteur économique incontournable devenant un état dans l'état avec tous les risques que cela comporte.

**I.**

## **II. ANNEXE 2:Chronologie des événement au Burundi**

C'est un " faux jumeau " du Rwanda: Même paysage, même peuple mais n'a pas la même histoire même si la tentation ethniste a franchi la frontière.

### **Ere précoloniale**

- Le roi est issu d'une classe particulière les " Ganwas ", classe intermédiaire entre Hutu et Tutsi.
- Les mariages relativement communs entre Tutsis et Hutus qu'au Rwanda.

### **Jusqu'à l'indépendance**

- Le Burundi se caractérise par une unité politique remarquable.

### **Jusqu'en 1966**

- le pays est gouverné par un monarque Tutsi.

### **Dès l'indépendance**

- Deux logiques s'affrontent pour revendiquer le pouvoir:
  - celle des Hutus qui mettent l'accent sur le principe de la majorité ethnique,
  - celle des Tutsis qui contre toute évidence assurent que les différentes ethnies n'ont guère d'importance. Ils privilégient le principe de l'unité nationale

tout en veillant à s'assurer les postes clés. Il faut noter en outre une rivalité entre Tutsis du centre et du Sud.

### **1966**

- Création de la République.
- Transformation de cette république en régime militaire appuyé par un parti unique, l'union pour le progrès national (Uprona), dominé par les Tutsis.

### **1972**

- Infiltration de combattants Hutu venant de Tanzanie
- Organisation d'une chasse à l'homme anti-Hutu.
- Bilan: de 100 000 à 200 000 morts.
- Une génération d'intellectuels et de militaires est ainsi décapitée
- Hégémonie Tutsi durant les 20 ans à venir est ainsi assurée
- Grand exode de réfugiés vers la Tanzanie.
- Création de camps qui deviennent le creuset de l'idéologie ethniste qu'un chercheur américain appelle la " pensée historico-mythique ".

### **1987**

- Coup d'état et ouverture progressive du régime aux Hutus.

### **1988**

- Insurrection Hutu.
- Réaction violente de l'armée burundaise.
- Représailles aveugles.
- Rétablissement de l'ordre au prix d'exécutions massives.
- Bilan: de 10 000 à 20 000 morts, essentiellement Hutu.

### **1992**

- Approbation d'une nouvelle constitution par référendum.
- Instauration d'un régime semi-présidentiel multipartite et multiethnique avec un président élu pour 5 ans au suffrage universel indirect.
- Partage des responsabilités opéré entre le Front pour la démocratie au Burundi (Frodébu), à dominante Hutu, majoritaire à l'assemblée législative, et l'Uprona, l'ancien parti unique, à dominante Tutsi.
- Le président de la république, élu par l'assemblée est issu de Frodébu.
- Le premier ministre est désigné au sein de l'Uprona.
- Cette répartition vise à concilier les deux communautés, elle se traduit en fait par une accentuation du clivage entre Hutu et Tutsi.

### **1993**

- Assassinat du Président Hutu par des militaires (deux jours auparavant, au sommet de la francophonie à Maurice, il est félicité par Monsieur Mitterand pour son action et son ouverture démocratique).

- Le coup d'état engendre une vague de violence à l'encontre des Tutsis.
- 23 octobre, le pays plonge dans la confusion et face aux massacres, l'armée essentiellement composée de Tutsis se venge.
- Premier génocide pratiqué à l'encontre des Tutsis.
- La répression de l'armée de son côté fait des milliers de victimes chez les Hutus.
- Bilan: 600 000 réfugiés s'installent au Rwanda au Sud de Butare. Ils seront par la suite rejoint par les miliciens rwandais.

### **Fin 93**

- Le Burundi est à genou les violences ont fait entre 50 000 et 100 000 morts
- 500 000 réfugiés ont gagné le Rwanda et le Zaïre.

### **1994**

- Le Président Cyprien Ntaryamira trouve la mort dans l'attentat contre l'avion du président Rwandais.
- Massacres au Rwanda.

### **1996**

- Le major Buyoya est porté au pouvoir par les militaires à l'issu d'un coup d'état sans effusion de sang. Tutsi modéré, il avait mené une politique de réconciliation de 1988 à 1993.

## **I.**

## **II. ANNEXE 3: Bibliographie**

- Dismas NSENGIYAREMYE et Albert Eneas GAKUSI " L'environnement politique pour la prévention et la résolution des conflits: le cas des pays des grands lacs ", Afrique 2000, revue africaine de politique internationale, avril-octobre 1997.
- Stephen SMITH " Afrique des Grands Lacs: les coulisses d'un génocide ", Politique international en 79.
- F THUAL " Repères internationaux, L'événement au crible de la géopolitique ", Tutsis, en avant toute!, Ellipses, 1997.
- Frédéric FRITSCHER " *Le nouveau désordre africain* " Le Monde du 16 décembre 1998. " *Le Rwanda et le Zaïre au coeur des massacres, guerre et conflits frontaliers* " Le Monde diplomatique du 11 février 1998.
- I William ZARTAN " *La résolution des conflits en Afrique* ", Edition l'Harmattan 1990.
- Colette BRAECKMAN:

- " *Le Bismarck des Grands Lacs* ", entretien avec Yoweri MUSEVENI, publié dans la revue Politique Internationale, n° 78.

- " *Terreur africaine* ", Fayard 1996.

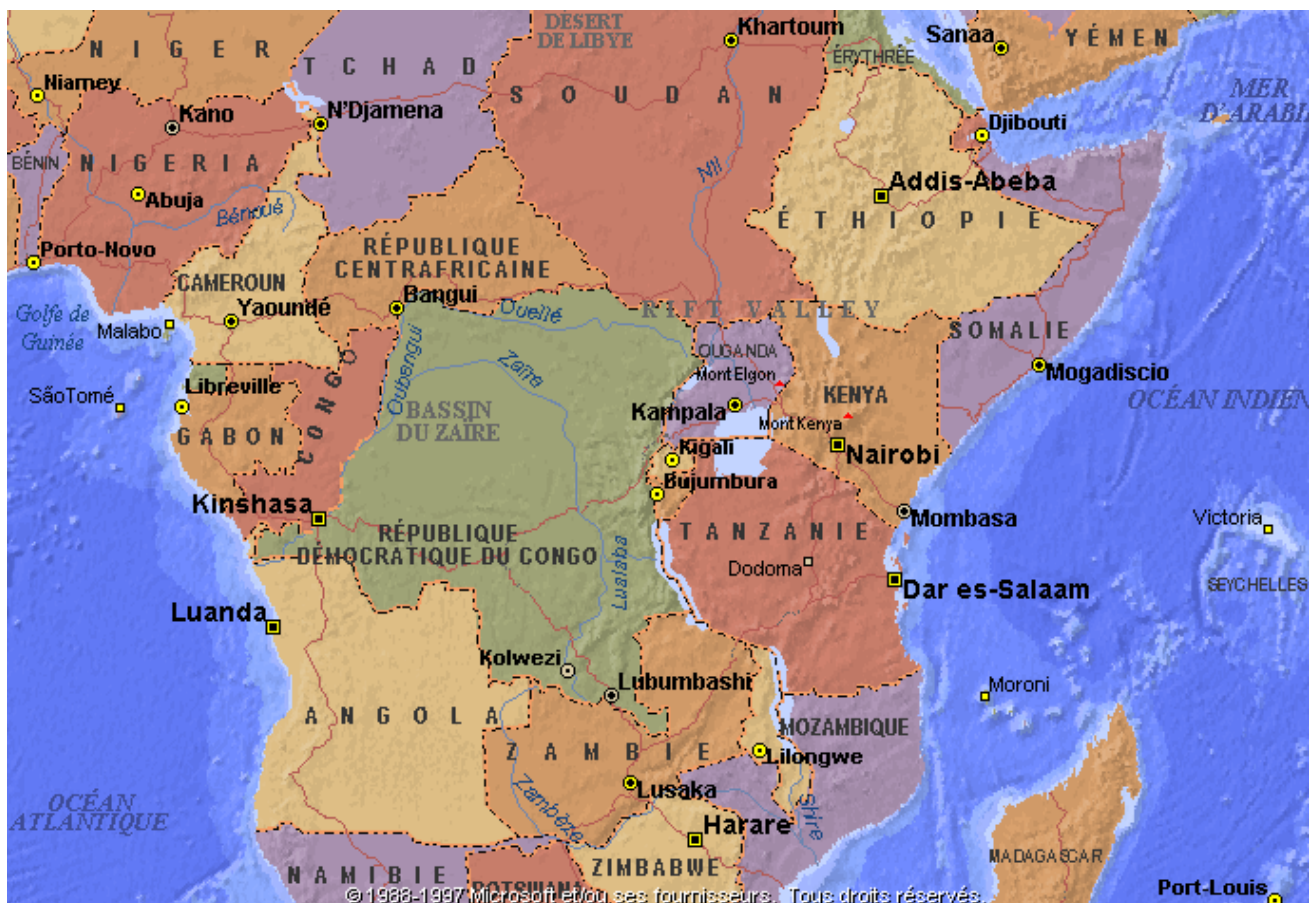
- " *Rwanda, histoire d'un génocide* ", Fayard 1994;

- Filip REYNTJENS, " *l'Afrique des Grands Lacs en crise* " Karthala 1994.
- Melchior MBONIMPA, " *Hutu, Tutsi, Twa, Pour une société sans castes au Burundi* ", l'Harmattan 1993.
- Rony BRAUMAN, " *Devant le mal- Rwanda* ", Arléa 1994.
- Alain DESTEXTE, " *Rwanda, essai sur un génocide* ", 1994.
- R. VERDIER, E. DECAUX, JP. CHRETIEN, " *Rwanda, un génocide du XX ème siècle* ", L'harmattan 1995.
- Revue de géographie et géopolitique, " *Géopolitique d'une Afrique médiane* ".
- Encyclopédie Encarta;
- Encyclopédie Universalis;

I.

## II. Annexe IV: Cartographie

- La région des Grands Lacs dans le continent africain.
- Burundi, Rwanda et région du Kivu
- 



- 
- 
- 
- 
-

